



communiqué

N°: 13 SOUS EMBARGO JUSQU'À 15H00
No.:

Le 22 janvier 1986

ALLOCUTION PRONONCÉE PAR LE MINISTRE KELLEHER À
L'UNIVERSITÉ WESTERN ONTARIO

Le ministre du Commerce extérieur, James Kelleher, a fait aujourd'hui les remarques suivantes lors d'une allocution devant l'International Law and Business Association, à l'Université Western Ontario de London.

1 - LES CRITIQUES DU GOUVERNEMENT:

- "La vérité est que nombre de nos critiques les plus bruyants n'ont tout simplement pas fait leurs recherches. Leurs accusations sont fondées sur l'émotivité, et non sur l'étude et la recherche. Ils nous ont laissés le soin de faire leur travail pour eux."

2 - PRÉCÉDENTS À UNE ENTENTE COMMERCIALE
CANADA/ÉTATS-UNIS

- "Nous avons signé un accord de commerce bilatéral avec les États-Unis en 1935, lorsque des guerres protectionnistes étaient déclenchées partout dans le monde, et cet accord est devenu le fondement du système commercial mondial actuel. Nous avons également le Pacte automobile, et personne ne s'en plaint."

3 - PRÉCÉDENTS INTERNATIONAUX À UNE ENTENTE
COMMERCIALE CANADA/ÉTATS-UNIS:

- "... il existe de nombreux précédents internationaux pour le succès d'accords commerciaux bilatéraux conclus entre voisins de taille inégale."

- "Je dirigeais récemment une mission commerciale en Nouvelle-Zélande et en Australie, pays qui appliquent depuis trois ans un accord commercial

bilatéral. Les Australiens sont à peu près cinq fois plus nombreux que les Néo-Zélandais, ce qui fait de la Nouvelle-Zélande la souris hyperbolique devant ce kangourou tout aussi hyperbolique qu'est l'Australie."

- "Mais les Néo-Zélandais ne se sentent pas écrasés. Tout au contraire. L'accroissement de leur commerce avec l'Australie a sorti leur économie du marasme. Les Néo-Zélandais sont si enchantés de l'accord qu'ils veulent en accélérer l'application. Ils veulent raccourcir la période de transition prévue pour l'ajustement de leurs industries. D'ailleurs, les Australiens veulent la même chose."

4 - NOUS NE METTONS PAS TOUS NOS OEUFS DANS LE MÊME PANIER:

- "Les Libéraux sont suffisamment intelligents pour ne pas dire cela."

- "... nous accordons autant d'attention aux Américains parce qu'ils sont notre plus important client. Ils absorbent les trois quarts de toutes nos exportations. En termes d'emplois, ce sont deux millions d'emplois canadiens qui sont directement tributaires de notre commerce avec les États-Unis."

- "... non, nous ne mettons certainement pas tous nos oeufs dans le même panier. Nous arpentons toutes les régions du monde pour promouvoir notre commerce. Dans le document même où nous disions que les pourparlers sur le commerce bilatéral étaient une option à envisager, nous déclarions de façon claire que l'expansion de l'ensemble de nos échanges, dans le cadre du GATT, était aussi vitale pour le Canada. En même temps que nous proposons des entretiens commerciaux bilatéraux avec les Américains, nous lançons une nouvelle grande initiative commerciale dans la région du Pacifique. Nous avons ouvert un consulat à Osaka, au Japon. Nous envoyons quatre autres délégués commerciaux en Chine et nous ouvrons un consulat à Shanghai."

- "Le mois prochain, je parcourerai le monde dans le cadre d'une mission commerciale qui m'amènera à Singapour, en Indonésie, en Malaisie, en Thaïlande et à Hong Kong. En Asie du Sud-Est, ma principale mission sera d'ouvrir des portes aux entreprises canadiennes qui veulent y accroître leurs débouchés. Mais pendant la même mission, je me rendrai également à Londres, pour une session de stratégie avec nos délégués commerciaux de toute l'Europe de l'Ouest, afin de discuter des moyens d'accroître nos échanges dans cette région vitale."

5 - QU'EN EST-IL DU GATT?

- "Le Canada a grandement contribué à amener les nations commerçantes du monde à engager une nouvelle série de négociations multilatérales en vue de réduire davantage les barrières encore posées au commerce."

- "Le GATT est essentiel au maintien d'un système commercial international ordonné, et il a véritablement contribué à abaisser les barrières posées au commerce. Il a été, il restera la pierre d'angle de notre politique commerciale."

- "Mais le GATT doit prendre en compte les besoins et aspirations d'une centaine de nations, de sorte que les progrès sont nécessairement lents. Chaque série de négociations du GATT s'étend sur des années, et les résultats sont toujours un compromis. À lui seul, le GATT ne suffit plus à répondre aux besoins d'une relation commerciale bilatérale aussi étendue, dynamique et complexe que celle qu'entretiennent le Canada et les États-Unis."

- "Les négociations avec les États-Unis complèteront, sans les contredire, nos engagements envers le GATT et nos futures négociations au GATT."

- "Si le Canada et les États-Unis pouvaient prendre l'initiative, si nous pouvions montrer au reste du monde que la libéralisation du commerce est à l'avantage de chacun, il me semble que les négociations multilatérales pourraient donner de meilleurs résultats -- qu'un plus grand nombre d'obstacles seraient abaissés plus rapidement dans le monde."

6 - LES ENTREPRISES CANADIENNES SONT TROP FAIBLES POUR CONCURRENCER LES AMÉRICAINS:

- "La question se fonde sur l'hypothèse voulant que les entreprises canadiennes ne soient pas concurrentielles et ne puissent le devenir. Mais l'hypothèse est manifestement fausse. Depuis la Seconde Guerre mondiale, d'importants secteurs de l'économie canadienne ont été ouverts à la concurrence étrangère par les diverses séries de négociations menées sous l'égide du GATT."

- "L'entreprise canadienne moyenne a toujours réagi en devenant plus efficiente, et non en disparaissant. La plupart des entreprises canadiennes ont réagi à la concurrence en se spécialisant dans des gammes de production moins larges, en relevant l'échelle de production et en générant plus d'exportations pour écouler cette production. En conséquence, ce sont les importations et les exportations qui se sont accrues. En 1960, par exemple, nos exportations ne comptaient que pour 12 % du revenu national. Aujourd'hui, elles se rapprochent du 30 %."

7 - QU'EN EST-IL DES FILIALES ET SUCCURSALES AMÉRICAINES AU CANADA?

- "... ces filiales n'ont pas encore fermé leurs portes -- après 40 années de réductions tarifaires progressives."

- "... les tarifs élevés ne sont pas la principale raison pour l'établissement de succursales et de filiales. Les études sur les intentions d'investissement au Canada des entreprises multinationales montrent que les facteurs les plus importants sont la proximité des clients, le potentiel du marché, l'accès au marché, la qualité de la main-d'oeuvre et le rendement de l'investissement, alors que les barrières tarifaires et non tarifaires ont une importance secondaire. La recherche effectuée sur le comportement des entreprises détenues par des capitaux étrangers montre que, lorsque confrontées à des barrières tarifaires moins élevées, ces entreprises ont préféré se spécialiser pour desservir des marchés plus importants plutôt que de fermer des usines. Après tout, il en coûte

très cher pour mettre fin à des opérations. Vous ne pouvez tout simplement pas prendre votre usine et la déménager."

8 - QU'EN EST-IL DES EMPLOIS?

- "Toutes les grandes études sur l'incidence d'une libéralisation du commerce montrent que la main-d'oeuvre en serait le principal bénéficiaire -- par la création de nouveaux emplois et le relèvement des salaires réels."

- "Les simulations réalisées par le Conseil économique de l'Ontario révèlent qu'avec une libéralisation du commerce, les mouvements commerciaux entre le Canada et les États-Unis seraient presque doublés. Et une étude menée par Infometrica Limited révèle qu'une libéralisation du commerce avec les États-Unis pourrait créer un quart de million d'emplois au Canada."

9 - SOUVERAINETÉ CULTURELLE ET PROGRAMMES SOCIAUX:

- "... ils ne feront pas que survivre, ils se développeront comme jamais."

- "... notre souveraineté culturelle n'est pas négociable. Nos programmes sociaux ne sont pas négociables. Ils sont notre affaire, et l'affaire de personne d'autre."

- "Dans ce pays, notre souveraineté culturelle et nos programmes sociaux dépendent de notre capacité de soutenir la croissance économique. Ce qui est directement lié à notre capacité de commercer, puisque le commerce accroît notre prospérité. Seule une économie solide pourra nous garantir les institutions culturelles qui assurent notre unicité canadienne. Seule une économie forte nous permettra de soutenir nos programmes d'assurance-santé et d'assurance-chômage, et nos paiements de péréquation aux provinces. Si notre économie était faible, notre souveraineté culturelle en souffrirait certainement et nos programmes sociaux seraient moins bien assurés. Il est difficile de garder sa fierté lorsque l'on doit tenir son chapeau à la main."